

La compétitivité de l'économie luxembourgeoise en berne

Selon le World Competitiveness Yearbook (WCY) 2009, publié par l'institut suisse IMD (International Institute for Management Development), le Luxembourg se classe à la 12^{ème} place mondiale des économies les plus compétitives. L'analyse repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprise. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de Commerce (cf. www.cc.lu). Au vu des résultats du WCY 2009, on constate une dégradation de la situation compétitive de l'économie luxembourgeoise, qui s'est encore accélérée en 2009; ainsi le Luxembourg a accusé une baisse de 7 places dans le classement.

Si la position du Luxembourg sur le plan de la compétitivité s'était nettement améliorée entre 2005 et 2007, cette tendance s'est brusquement renversée depuis 2008 (chute du 5^{ème} au 12^{ème} rang), reflétant une perte de dynamisme économique, amplifiée par la crise économique mondiale. Dans le contexte de la crise économique, l'IMD a étendu son analyse de la compétitivité internationale au point d'effectuer un "Stress test", indicateur qui exprime la capacité des économies à naviguer dans la crise et d'en sortir avec une meilleure configuration compétitive. L'indicateur du "Stress test" étant de nature prospective, il est fondé sur l'exposition à la crise, la capacité de redressement et la résilience dans une période de récession mondiale.

Par ailleurs, le Grand-Duché se fait devancer par 16 pays dans ce classement. Globalement, les résultats du "Stress test" révèlent la situation privilégiée dont bénéficient les petits pays fortement orientés vers l'exportation et jouissant d'une certaine stabilité sociopolitique, facteurs qui s'avèrent très avantageux lorsqu'il s'agit de profiter d'une future reprise de l'économie mondiale. Cependant, cette reprise est fortement tributaire de l'évolution de l'activité économique des pays exportateurs les plus importants tels que les Etats-Unis, l'Allemagne, la Chine ou le Japon.

Le classement du Grand-Duché au niveau international

Dans le Top 10 du classement IMD peu de changements n'ont eu lieu, à l'exception de la progression de la Suède qui passe du 9^{ème} au 6^{ème} rang et l'incursion de la Finlande dans le Top 10, qui avance du 15^{ème} au 9^{ème}

rang. Les Etats-Unis, Singapour et Hong Kong continuent de dominer le classement IMD, en concert avec la Suisse et le Danemark.

Le Grand-Duché a cédé beaucoup de terrain face à la concurrence internationale, pour reculer au 12^{ème} rang. Les pays voisins du Luxembourg affichent des performances très contrastées en matière de compétitivité; la France se voit inverser la tendance de progression dans le classement des dernières années (retrait du 25^{ème} au 28^{ème} rang), en contraste avec les évolutions encourageantes enregistrées par la Belgique (avance du 24^{ème} au 22^{ème} rang) et l'Allemagne (avance du 16^{ème} au 13^{ème} rang). A relever également les fortes fragilisations de l'environnement compétitif à Taiwan et en Irlande, deux pays très ouverts au commerce international et par conséquent fortement touchés par la crise économique. Force est de constater que les pays scandinaves consolident leur position de leaders en compétitivité en 2009. Seulement quatre pays européens se retrouvent parmi les 15 premiers dans le classement des pays de plus de 20 millions d'habitants les plus compétitifs (à savoir l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Espagne).

L'érosion de la position compétitive de l'économie luxembourgeoise, qui se voit confrontée à une descente du 5^{ème} au 12^{ème} rang, a balayé tous les progrès affichés entre 2005 à 2007. Cette évolution préoccupante expose la perdurance de faiblesses structurelles du Grand-Duché qui risquent d'être plus préjudiciables au développement socio-économique du Luxembourg en période de crise. La persistance de lacunes structurelles relève de l'absence de mesures s'attaquant à ces problèmes, actions qui seraient susceptibles de renforcer durablement la compétitivité des entreprises luxembourgeoises. Les réformes structurelles plus incisives restent plus que jamais d'actualité, que ce soit dans les domaines de l'enseignement et de la recherche, de la formation initiale et continue, de la sécurité sociale, de la fiscalité, des finances publiques ou des infrastructures. Ces réformes doivent être rapidement attaquées par le nouveau Gouvernement, parallèlement à la mise en œuvre des mesures anti-crise.

Analyse détaillée de la situation compétitive de l'économie luxembourgeoise

Le classement du World Competitiveness Yearbook 2009 repose sur l'examen de quatre séries d'indicateurs: les performances économiques (Economic performance), l'efficacité des pouvoirs publics (Government efficiency), l'environnement des affaires (Business efficiency) et la qualité des infrastructures (Infrastructure). S'agissant de l'indicateur des performances économiques (Economic performance), le Luxembourg occupe la 4^{ème} place au niveau mondial,

consolidant sa position dans ce domaine. L'institut IMD salue cette année encore les bonnes performances des entreprises luxembourgeoises, qui permettent au pays de gratifier ses habitants d'un niveau de vie élevé et d'un taux de croissance de l'emploi très enviable. Les performances du Luxembourg résultent entre autres du dynamisme du commerce extérieur et plus particulièrement de celui des exportations de services.

En dépit de ces performances, il convient de relever que le tissu économique du Grand-Duché continue d'être dominé par le secteur financier, même si les efforts de diversification de l'appareil productif ont été renforcés au cours de la dernière période législative. Par ailleurs, la crise financière et économique a affecté de manière significative l'économie luxembourgeoise en fin d'année 2008. Les effets négatifs sur l'économie ouverte du Grand-Duché découlant du recul notable de la demande internationale de biens et services dans le contexte de la crise actuelle vont s'aggraver au courant de l'année 2009 et risquent de se prolonger encore en 2010, voire au-delà. En ce qui concerne l'efficacité des pouvoirs publics (Government efficiency), le WCY 2009 révèle une nouvelle détérioration des performances luxembourgeoises. Le Luxembourg perd continuellement en compétitivité, en tombant du 9^{ème} au 16^{ème} rang de 2007 à 2009. Ce résultat souligne l'urgence de réformes de l'administration, notamment en matière de simplification administrative.

Le faible degré d'endettement public confère plus de marges de manœuvres au pays, bien qu'il faut insister sur un rétablissement de l'équilibre budgétaire après la hausse vertigineuse de la dette publique dans l'après crise. Selon l'étude IMD, une des faiblesses principales de l'efficacité des pouvoirs publics réside dans le manque de flexibilité du marché du travail, caractérisé notamment par un droit de travail rigide sur quelques aspects et un système d'indemnisation des chômeurs peu propice à pousser les chômeurs à se retrouver un emploi. En matière de politique fiscale, le Luxembourg est loin d'être dans une position reconfortante. L'environnement fiscal ne constitue plus d'atout principal pour attirer des entreprises au Luxembourg.

Les réformes entreprises début 2009 par le gouvernement sont encourageantes mais doivent être renforcées. Des adaptations ponctuelles sont en effet possibles, sous préjudice d'une situation financière saine de l'Etat, du fait d'un effet positif potentiel sur l'activité économique et sur les recettes fiscales futures. Il faut souligner que la pression fiscale réelle est bien inférieure à celle affichée et que le Luxembourg se situe en position moyenne dans le classement international. Même si la base fiscale reste relativement étroite, il n'en reste pas moins que le taux d'affichage continue à avoir un effet important sur le choix d'investisseurs étran-

gers et sur la capacité du Luxembourg à attirer de nouvelles activités et de nouveaux prestataires de services. Un aspect positif révélé par l'étude IMD concerne le classement favorable du Luxembourg en matière de la qualité du crédit telle qu'apprécié par les agences de notation internationales. En termes d'environnement des affaires (Business efficiency), la tendance est baissière: le Grand-Duché a encore perdu 6 places dans le classement pour se retrouver à la 15^{ème} place. Parmi les faiblesses relevées par IMD sur ce point, le faible taux d'emploi féminin et le coût important du facteur de production "travail" sont à relever. Parmi les points positifs, IMD note le niveau élevé des actifs bancaires par rapport au PIB et de la productivité du travail par personne employée.

Enfin, du point de vue des infrastructures, le Luxembourg a stabilisé sa performance qui reste largement en dessous de ses aspirations. Le Luxembourg a gagné une place, passant de la 18^{ème} à la 17^{ème} position. Le passage au crible des forces et faiblesses du Luxembourg en matière d'infrastructures met à la lumière les tarifs mensuels de l'accès à la large bande, la productivité des brevets (mesurée par le rapport entre brevets déclarés par habitant et le nombre de personnel de R&D dans les activités économiques), ou encore les exportations de produits high-tech dans le total des exportations de produits manufacturiers. Ce domaine comprend aussi bien les infrastructures de communication (téléphone, Internet), les infrastructures disponibles dans le domaine de la formation de capital humain (Université, formation continue), que les performances du Luxembourg en matière de support à l'économie de la connaissance (recherche scientifique, R&D, innovation). Il convient de souligner plusieurs éléments positifs relatifs à l'indicateur d'infrastructures, comme le nombre élevé de brevets déposés par l'industrie proportionnellement au nombre d'habitants, le degré d'équipement en ordinateurs par habitant, le nombre d'abonnés à la bande large, et la proportion relative des personnels de R&D.

Les progrès réalisés au niveau du développement de l'Université de Luxembourg sont encourageants. Toutefois, le Luxembourg connaît d'importantes difficultés dans plusieurs secteurs cruciaux liés au développement de l'économie de la connaissance. Ainsi, l'éducation ne répond toujours pas suffisamment aux besoins réels de l'économie. De même, des efforts sont à effectuer tant au niveau de la formation initiale que dans le domaine de la formation continue. La disponibilité sur le marché du travail d'ingénieurs qualifiés est insuffisante.

Des informations supplémentaires concernant le World Competitiveness Yearbook 2009 sont disponibles auprès du Département Economique de la Chambre de Commerce (tél. 42 39 39 -351 ; e-mail: eco@cc.lu).